

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

N° 83 du 19.01 au 01.02.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Les USA envoient un très vieux porte-avions vers l'Iran...

Konstantin Bogdanov : Les USA pourraient rejouer le scénario yougoslave en Iran...

L'adhésion au programme « pétrole contre or ».

Le vice-chancelier de l'Université du Pendjab exhorte à se préparer à la Troisième Guerre mondiale.

Paroles & action du président Ahmadinejad

"Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'attaque étrangère contre la Syrie".

1) Politique Iranienne

2) Politique des Usa

Dans les coulisses et au sénat

Almanar : [Les USA s'oppose à l'accord entre l'Iran et le Pakistan](#)

'Le Figaro' : Washington s'inquiète des actions du Mossad en Iran.

3) Politique d'Israël

Irna : [Le représentant d'Israël veut écarter l'attention sur leurs crimes.](#)

4 Les organisations mondiales

AIEA (Onu)

[Des inspecteurs de l'AIEA en Iran fin janvier.](#)

5 Les Voisins

Algérie

Russie

La Russie va bloquer toute résolution de l'ONU autorisant une intervention étrangère

6 Dans le monde

6-1 France

Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles

7 Les brèves

7-1 The Iranian oil embargo blowback

7-2 Irna : [L'Iran entame des poursuites contre la CIA, le Mossad, le MI6 ceci 'après l'assassinat des scientifiques iraniens'](#)

Tiré à Part

Les USA envoient un très vieux porte-avions vers l'Iran...

C'est à se demander si c'est du lard ou du cochon.

Si vous avez oublié votre Histoire du Lycée, je vous invite à aller réviser les incidents dits du « Golf du Tonkin ».

Le 2 et 4 août 1964, les USA ont prétendu avoir subi une attaque à la torpille contre le navire USS Maddox.

En 1995, le General Vo Nguyen Giap, très bon ami de la France depuis Dien Bien Phu (1954), a déclaré que ses forces n'ont jamais attaqué les Américains.

Plus tard, en 2005, la NSA déclassifie des documents dont un rapport interne datant de 2001 et selon lequel l'attaque du 4 août n'a jamais eu lieu.

Ces attaques ont servi comme prétexte à la guerre du Vietnam causant 2 millions de morts chez les locaux et 50'000 morts US. Le cycle prétexte / guerre se perpétue de génération en génération.

Les politiques et le complexe militaro-industriel s'enrichissent et les jeunes qui veulent « défendre leur patrie » partent au casse-pipe, massacrant au passage des populations civiles.

Aujourd'hui, les USA veulent la peau de l'Iran. Ce n'est ni le premier, ni le dernier pays qui subit leurs attaques. Dans 50 ans, à moins qu'ils aient fait faillite, ils seront encore en train de fabriquer des raisons pour attaquer d'autres pays.

Connaissant donc la méthode habituelle, on ne peut que s'inquiéter de l'envoi du vieux porte-avion Etasunien "USS Enterprise" dans le golf Persique (1). Ce porte avion a été commandé en 1957 et a été commissionné en 1961. Arrivant à la fin de sa vie, son démantèlement est prévu pour l'année prochaine. Ce navire est propulsé par des turbines à vapeur prenant leur énergie dans 8 réacteurs nucléaires qui coutent très cher à démanteler.

L'idée d'aller l'agiter sous le nez des Iraniens n'est pas totalement bête. Ces derniers pourraient se fâcher, s'en approcher et soudainement il explosera et coulera chez les Arabes. On est ultra proches du 11 septembre là. Donc la presse annonce que les Iraniens ont coulé l'USS Entreprise. On connaît déjà la triste suite. Stay tuned. On ne va se faire entuber comme à chaque fois !

(1) <http://fr.ria.ru/world/20120126/193156615.html>

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/les-usa-envoient-un-tres-vieux-108871>

Konstantin Bogdanov : Les USA pourraient rejouer le scénario yougoslave en Iran...

Les Etats-Unis rassemblent des unités navales près des côtes iraniennes et depuis novembre dernier beaucoup de rumeurs circulent dans le monde sur une opération militaire imminente contre l'infrastructure nucléaire iranienne.

Quels seront les points communs et les différences entre cette guerre hypothétique et les opérations déjà connues en Irak et en Yougoslavie?

Quels buts pourrait-elle poursuivre et quelles pourrait être les conséquences?

Eviter le contact

Si une opération était lancée, l'attaquant tenterait d'éviter au maximum le contact, en optant pour les frappes aériennes et en utilisant des missiles de croisière, en s'appuyant sur les données des moyens de renseignement puissants et la supériorité générale en termes de moyens de gestion de troupes interarmées sur le théâtre d'opérations extérieures.

Les alliés ne lanceront certainement pas d'opération terrestre. Les Etats-Unis ne disposent ni des forces ni du soutien politique de la nation à cet effet. L'Iran est un adversaire très coriace, et il serait très difficile de le combattre au sol (en comparaison avec l'Irak en 1991 ou en 2003). Il faudrait être un politicien suicidaire - et ce n'est pas le cas d'Obama - pour organiser le rapatriement ininterrompu de cercueils de soldats américains à la veille de la présidentielle de novembre.

C'est la raison pour laquelle on ne devrait pas assister à une invasion terrestre. La seule exception pourrait consister à projeter des commandos qui accompliraient des missions de reconnaissance approfondie sur le terrain afin de désigner les sites stratégiques à l'attention de l'aviation et effectueraient des opérations de sabotage.

Pratiquement tout le poids de l'opération reposerait sur l'aviation : sous la forme d'une guerre aérienne selon le principe hit and run (frappe et fuis). Après l'opération "tout en finesse" des alliés franco-

britanniques en Libye, les Etats-Unis pourront montrer au monde ce qu'ils ont appris depuis la guerre en Irak en qui a débuté en 2003.

C'est à cette époque que l'armée de l'air américaine a commencé à s'armer de munitions guidées par satellite (JDAM) : un moyen bon marché permettant de transformer les bombes aériennes classiques en une arme de haute précision. Et c'est également à l'époque qu'a commencé le passage à la production de systèmes intégrés de guidage, de désignation de cible et de reconnaissance de la situation – du concept de guerre réseau centrée. Les drones ont également commencé à jouer un rôle plus important. L'éventuelle opération en Iran ressemblerait de loin à l'opération de l'Otan en Yougoslavie au printemps 1999. Les raids de 1993 et de 1998 en Irak étaient très limités, et étaient des expéditions punitives. Les blitz aériens en 1991 et en 2003 servaient principalement les intérêts des opérations terrestres qui les ont immédiatement suivis.

Cependant, contrairement à la Yougoslavie européenne qu'il a fallu briser politiquement, dans le cas présent il faudra régler des questions militaires concrètes de destruction du potentiel militaire et industriel. L'Iran n'agitera pas le drapeau blanc après quelques coups durs, au contraire, cela le rendra encore plus furieux.

D'après l'expérience des opérations aériennes en Yougoslavie et en Irak, les moyens de défense antiaérienne, les aérodromes et les bases de missiles balistiques seront les objectifs primaires. La flotte iranienne et les missiles antinavires côtiers seront les premières cibles des bombardements aériens. Puis l'attaque pourrait se concentrer sur les sites cruciaux de l'infrastructure pétrolière et énergétique, en particulier les entreprises de production de carburant.

Cette dernière cible pourrait devenir primordiale. L'Iran, pays exportateur de pétrole, a éprouvé pendant de longues années un important déficit de carburant : Téhéran achetait jusqu'à 45% de son carburant aux pays voisins du Golfe. Ses efforts dans ce sens en 2009-2010 lui ont permis de produire des produits pétroliers en quantité suffisante pour satisfaire la consommation intérieure strictement réglementée. Cependant, la faiblesse de l'industrie de raffinage nationale demeure une épine dans le pied de la croissance économique iranienne.

Et l'infrastructure du programme nucléaire iranien est la cible centrale parmi les objectifs mentionnés. On s'en prendra à lui avec un acharnement particulier, mais pas forcément dès la première vague. Ainsi, le site de Natanz et le réacteur inachevé d'Arak pourraient recevoir leur part de "bombes intelligentes". La centrale nucléaire de Bouchehr est peu susceptible d'être directement attaquée, bien qu'on puisse supposer la mise hors service de la centrale en détruisant ses ressources.

L'inexpugnable Fordo

Mais la cible ultime se trouve profondément enfouie dans le sol de la puissance perse, près de la ville de Qom. Il s'agit du site d'enrichissement de Fordo, un immense complexe souterrain renforcé, dont la construction a commencé en 2007, et qui a été mis en service l'année dernière.

A l'heure actuelle, tous les travaux iraniens de production d'uranium enrichi à 19,75% ont été transférés à Fordo. Auparavant, ils étaient réalisés sur le site de Natanz, mais son niveau de sécurité contre les frappes aériennes, selon les dirigeants iraniens, était trop faible. Le site souterrain de Fordo est nettement mieux sécurisé.

Israël s'est souvent plaint à Washington du manque de munitions air-sol, permettant de traiter les cibles en profondeur, en faisant ouvertement allusion à leur possible utilisation contre l'Iran. Les Etats-Unis ont toute une panoplie de munitions conçues pour ce travail. Le plus monstrueux d'entre eux est le GBU-57 MOP (Massive Ordnance Penetrator), une bombe anti-bunker de 13,6 tonnes embarquée par les bombardiers B-52 et les avions furtifs B-2.

Selon les sources ouvertes, la capacité de pénétration du GBU-57 atteint 60 mètres. Cette bombe peut percer jusqu'à 40 mètres de sol, moins en cas de roches dures. Selon les études des experts américains, la profondeur probable des principaux locaux de travail du site de Fordo pourrait atteindre 80 mètres, voire plus.

Même les partisans de l'opération aérienne sont très sceptiques quant à sa réussite. On établit des concepts de frappes multiples au même endroit grâce à la précision du ciblage, mais tous sont confrontés au même problème – on ignore la structure intérieure du site de Fordo.

De cette manière, le bombardement aérien massif de Fordo permettrait au mieux de bloquer les accès vers l'extérieur, détruirait les systèmes d'alimentation en électricité et l'infrastructure de transport aux

alentours. Pour ce faire il suffirait d'utiliser des armes de haute précision du type JDAM et des missiles de croisière Tomahawk traditionnels pour ce genre de guerres.

Cependant, les capacités de production ne seraient pas directement affectées. Pour parvenir à un meilleur résultat, il faudrait soit une chance inouïe, soit l'utilisation d'une arme nucléaire tactique (TNW), soit pénétrer à l'intérieur avec une unité de commandos.

La chance est un élément imprévisible et chaotique. L'utilisation d'une TNW réglerait le problème du site de Fordo, mais engendrerait parallèlement tellement de complications (aussi bien techniques qu'à l'échelle de la "grande stratégie"), que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

Les commandos et leurs succès sont également un signe de chaos en général : on ignore si l'opération se terminera par un succès ou un échec, et dans tous les cas les troupes d'élite auront besoin de moyens de combat appropriés pour une opération de sabotage qui tienne la route. La seule chose qui vient à l'esprit parmi les moyens qui fournissent une certaine garantie, ce sont les armes nucléaires portatives, ce qui nous ramène une fois de plus à l'histoire des chandelles.

Un objectif controversé

Nous sommes face à une situation curieuse. L'opération terrestre contre l'Iran est improbable, et l'occupation du pays relève de la science-fiction. Les frappes aériennes massives seraient capables de saboter le potentiel industriel de la puissance perse, mais elles pourraient être insuffisantes pour régler définitivement la question nucléaire.

Une offensive aérienne de grande envergure contre l'Iran repousserait quelques années en arrière le projet nucléaire de Téhéran. Dans ce sens, une opération potentielle pourrait probablement être considérée comme réussie. Cependant, il est difficile d'évaluer les conséquences possibles d'une telle ingérence par la force dans les affaires intérieures d'un leader régional.

Une chose est sûre: ces conséquences seront forcément négatives. Le Proche-Orient instable qui traverse le printemps arabe pourrait subir un préjudice qui ferait définitivement chavirer le navire.

Et les radicaux islamistes balaieraient alors les monarchies conservatrices du Golfe comme un château de cartes (pour leur position proaméricaine), les derniers régimes séculaires du Proche-Orient (la Syrie, la Jordanie, le Koweït) et les faibles gouvernements de transition des coalitions révolutionnaires (l'Égypte, le Yémen).

Une telle "explosion" dans cette région, qu'on pourrait appeler à juste titre le ventre mou de la planète, vaut-elle le coût pour retarder le programme nucléaire iranien de 5-6 ans? C'est une question purement rhétorique. Les Etats-Unis ont très peu de chances de vaincre l'Iran, mais dynamiter maladroitement plusieurs décennies de sa propre politique dans la région est une tâche bien plus facilement réalisable dans ces conditions.

Konstantin Bogdanov

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction

[RIA Novosti](#)

Vendredi 20 janvier 2012

Publié le 24 janvier 2012

L'adhésion au programme « pétrole contre or ».

L'Inde et la Chine, deux membres du BRICA [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud] achètent ensemble au moins 40% des exportations pétrolières iraniennes, soit environ 1 million de barils par jour. Cela représente 12% des besoins pétroliers de l'Inde.

Quant à la Chine, elle a acheté l'année dernière 30% de pétrole iranien de plus qu'en 2010, soit une moyenne de 557.000 barils par jour.

La véritable « communauté internationale » a désormais parfaitement conscience que l'Inde va commencer à payer le pétrole iranien en or - et pas seulement en roupies - par l'intermédiaire de sa banque d'Etat UCO et de la banque d'Etat turque Halk Bankasi. Pékin - qui fait déjà du commerce avec l'Iran en yuans - pourrait également se tourner vers l'or. Il est inutile de dire que l'Inde et la Chine sont deux producteurs majeurs d'or et que ces deux pays détiennent des réserves d'or très importantes.

Que dire de l'Année du Dragon commençant par un grand boum ?

Et que dire de la nouvelle année de l'étalon or du Dragon ?

Tout le monde se souvient du lamentable programme des Nations unies « *pétrole contre nourriture* », qui a affamé les Irakiens à mort pendant des années avant l'invasion/occupation de l'Irak par les Etats-Unis en 2003. Les Irakiens moyens ont payé l'effroyable prix des sanctions ONU/USA, et « *pétrole contre nourriture* » n'a bénéficié qu'au système de Saddam Hussein.

A présent, nous nous retrouvons en face d'une affaire beaucoup plus sérieuse : le programme pétrole contre or, une initiative BRICA/Iran qui bénéficiera à la direction de la République islamique et qui réduira peut-être les effets des sanctions sur la population iranienne. Les conséquences mondiales : l'envolée du cours de l'or, la baisse du pétrodollar et les traders de pétrole qui sabreront le Moët & Chandon à la caisse.

Un autre membre du BRICA, la Russie, commerce déjà avec l'Iran en rials et en roubles. Et un membre aspirant du BRICA, la Turquie - également membre de l'Otan - ne suivra pas les sanctions US-européennes, à moins qu'elles ne soient imposées par le Conseil de Sécurité des Nations unies (un truc impossible car les membres permanents que sont la Russie et la Chine y mettraient leur veto).

Dans deux mois, le Premier ministre Vladimir Poutine - qui soulève la colère et qui terrifie à la fois Washington et Bruxelles à un niveau comparable à Vlad [Dracul] l'Empaleur - est assuré de redevenir le président de la Russie. C'est là où les toutous atlanticistes assisteront à une véritable partie de castagne. En attendant, Téhéran ne courbera jamais l'échine devant les sanctions occidentales - encore moins avec les multiples mécanismes latéraux de gré et gré pour vendre son pétrole, impliquant trois membres du BRICA, plus les alliés des Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud, qui finiront par obtenir des dispenses de la part de l'administration Obama.

Etant donné qu'il s'est toujours agi d'une arme nucléaire non-existante, la direction de Téhéran n'a plus qu'à suivre un paramètre stratégique suprême : ne pas céder aux provocations, sinon des agents très spéciaux [*des Occidentaux de faisant passer pour des Iraniens*] fourniront le casus belli à un axe guerrier USA/Grande-Bretagne/Israël.

Et tout ceci, tandis que l'horizon - qui s'assombrit - à tendance à pointer vers ce que l'on pourrait sous-titrer « *Zone d'Exclusion du Dollar Asiatique* », ce qui, pour beaucoup d'esprits affûtés du monde développé, pourrait paver la voie à une devise adossée à l'énergie, qu'utiliseraient les BRICA et le Groupe des 77 (G-77) pour contrer l'Occident atlanticiste de plus en plus prêt à tout - et de plus en plus nul.

Pour revenir au cirque des toutous européens, il suffit d'examiner la déclaration conjointe émise par ces monstruosité médiocres que sont le Premier ministre britannique David Cameron, la Chancelière allemande Angela Merkel et le « *libérateur de la Libye* » napoléonien, le Président français Nicolas Sarkozy.

Ce trio a déclaré : « *Nous n'avons rien contre le peuple iranien* ». Les Irakiens ont entendu exactement la même chose de la part d'un autre groupe de médiocrités en 2002 et en 2003. Ensuite, leur pays a été envahi, occupé et détruit.

Le vice-chancelier de l'Université du Pendjab exhorte à se préparer à la Troisième Guerre mondiale. Le Prof Dr Kamran Mujahid a donné une conférence ayant pour thème « Le Pakistan et les affaires mondiales ».

Le vice-chancelier de l'Université Pakistanaïses (PU) du Punjab, le Pr Dr Kamran Mujahid a déclaré que la situation du monde change rapidement et qu'il est possible que démarre rapidement la Troisième Guerre Mondiale.

Un bulletin inquiétant du ministère russe de la Défense adressé au Premier ministre Poutine et au président Medvedev établit que le président chinois Hu Jintao a accepté le principe, selon lequel, « le seul moyen d'arrêter l'agression de l'Occident dirigée par les États-Unis ne peut être fait que grâce à une action militaire directe et immédiate ». Le général russe Nikolaï Makarov a déclaré qu'il n'écarterait pas l'hypothèse que les conflits armés locaux et régionaux se développent en une guerre à grande échelle, comprenant l'utilisation d'armes nucléaires.

Le vice-chancelier a exprimé ces opinions, lors d'une conférence qui s'est déroulée au Sénat Hall, ancien campus, et qui avait pour thème « Le Pakistan et les affaires mondiales ». Cet événement était organisée par le Prof Principal Dr Syed Mansoor Sarwar PU du College of Information Technology. Le Prof Principal Dr Naveed Rahat Masud PUCIT du College of Art & Design, le Dr. Mazhar Moeen de

l'Oriental College, le Dr. Kh Amjad Saeed HCBF et un grand nombre de membres du corps professoral, dont d'anciens et nouveaux membres du campus qui étaient présents pour l'occasion.

Le vice-chancelier a déclaré que selon le contre-amiral chinois Zang Zhong, la Chine n'hésitera pas à protéger l'Iran, même avec une troisième guerre mondiale. Il a dit au peuple américain de déployer des efforts pour que la situation change et que internet est plein d'histoires barbares de tortures de la part de la police américaine sur les manifestants du mouvement «Occupy Wall Street », ajoutant que toutes les grandes villes des États-Unis étaient devenues des états policiers. A propos de l'Amérique, il a déclaré que le pays avait adopté une loi le 8 décembre 2011, sous laquelle le monde entier avait été transformé en prison parce que les forces, de la défense nationale américaines, avaient été autorisées à arrêter tout «suspect» n'importe où dans le monde et pour une durée indéterminée.

Le Professeur Kamran a déclaré que les membres du Sénat américain ont été à la solde d'un groupe de riches familles et que les forces américaines ainsi que le président américain avaient travaillé suivant leur agenda. Il a déclaré que le groupe était organisé et travail secrètement depuis 250 ans pour établir « un gouvernement mondial . « Selon lui tous les gens dans et en dehors du gouvernement étaient leurs esclaves et qu'ils peuvent faire arrêter ou assassiner tous ceux qui travaillent contre leur volonté. Le vice-chancelier a déclaré que l'histoire réelle des Etats-Unis a été supprimée et qu'ils ont également nommé leurs serviteurs, même dans les universités. Il a dit qu'ils recrutent de jeunes étudiants dans leurs services secrets et que la loyauté et le secret ont été les clés de leur réussite.

Le vice-chancelier a déclaré que ces familles ont imposé des guerres sur le monde et qu'elles ont fourni aux gouvernements des deux côtés des prêts à intérêt lourds et ainsi fait de l'argent sur ces guerres. Ces familles, dit-il, avaient prévu en 1890 qu'il y aurait trois guerres mondiales et qu'à l'issue de celles-ci le monde serait sous leur contrôle. Selon lui, la banque fondée sur l'intérêt avait provoqué la concentration de l'argent aux États-Unis. Il a déclaré que les Etats-Unis d'Amérique ont une capacité accrue d'armes mortelles et qu'à travers les inventions et les découvertes de nouvelles connaissances, il est désormais possible pour eux de contrôler l'esprit des nations.

Selon une nouvelle étude, 96 pour cent des médias sont détenus par six sociétés qui ne permet pas que certains journaux ou livres publient contre eux, et a déclaré que la «guerre contre le terrorisme» a été la plus grande fraude et un moyen d'envoyer les forces du monde entier du côté États-Unis et que cela avait aussi été un moyen de transformer les États-Unis en État policier et que, après le 9 / 11, les forces de l'OTAN ont permis d'atteindre les régions riches en pétrole et en gaz. Il a aussi dit que les USA ont commencé le processus d'occupation du monde en faisant du 9 / 11 une justification, et que maintenant la guerre était menée afin d'asservir l'humanité à jamais – donc l'humanité devrait se tenir au courant des plans et des tactiques de ces familles riches et se préparer contre entre elles.

A propos du gouvernement pakistanais, il a dit qu'il devrait promouvoir l'éducation, lancer une formation militaire obligatoire et promouvoir une culture de la discipline, parce que les forces ne se battent pas efficacement quand tout le monde travaille honnêtement. Il a dit que la Réserve fédérale américaine était une énorme fraude monétaire et que les noms de ses actionnaires de « classe A » ont été tenus secret et que ce secret fut considéré comme un secret de la sécurité américaine, affirmant qu'il était donc obligatoire de mettre la nation sur la course de l'éducation et de la création de la connaissance. Le vice-chancelier a également cité diverses citations des différents analystes américains et britanniques.

Plus tôt, le Prof Dr Syed Mansoor Sarwar, tandis qu'il informait ses collègues, a déclaré qu'avant la durée du mandat du vice-chancelier assis, il y avait un seule professeur de doctorat tandis que maintenant il y a dans l'université neuf professeurs de doctorat. Avant il y avait 14 professeurs de DEA tandis qu'il y en a 26 maintenant. 20 membres de faculté ont fait des doctorats en comparaison de deux, tandis que 12 sont médaillés d'or. Il a mentionné que 40 publications ont été publiées dans des journaux à facteur d'impact important et a dit que lorsque le programme de l'Université de Doctorat a débuté en 2009; l'université avait alors seulement quatre professeurs réguliers, mais maintenant il y en a 52. Il a dit qu'une Garderie a aussi été établie pour les enfants des jeunes membres de la faculté.

Source : <http://mathaba.net/news/?x=629674>

Paroles & action du président Ahmadinejad

"Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'attaque étrangère contre la Syrie".

Le Président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a affirmé qu'Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'une attaque étrangère contre la Syrie. Dans une allocution, prononcée, aujourd'hui, à Karaman, au Sud-Ouest de l'Iran, M. Ahmadinejad a souligné que les Etats-Unis cherchent à porter un coup à la Syrie, parce qu'elle constitue un obstacle devant le projet américano-sioniste, dans la région. Il a fait remarquer que Washington propage des allégations et des falsifications, afin de réaliser son objectif, dans la région. Le président iranien a, aussi, critiqué les sanctions américano-européennes contre son pays, affirmant l'inefficacité de ces sanctions, sur l'économie iranienne.

Agence Sana

<http://french.irib.ir/info/...>

Sanctions : L'UE perdra davantage que l'Iran, estime Ahmadinejad.

L'Union européenne perdra davantage que l'Iran en cas de mise en place de l'embargo européen sur le pétrole iranien, a estimé jeudi le président Mahmoud Ahmadinejad.

"C'est l'Occident qui a besoin de l'Iran et la nation iranienne ne perdra rien à cause de ces sanctions", a déclaré le chef de l'Etat iranien, commentant pour la première fois publiquement la décision annoncée lundi par l'UE.

"Il y avait une époque où 90% de notre commerce se faisait avec les Européens. C'est tombé aujourd'hui à 10%. Nous n'avons rien demandé. Réduisons les échanges et voyons qui y perdra", a déclaré Mahmoud Ahmadinejad.

Reuters,

26/01/2012

1) Politique Iranienne

Les grandes manœuvres

[Etablissement d'une zone de libre-échange entre la Syrie et l'Iran](#)

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a chargé hier les autorités concernées de mettre en œuvre la loi sur le libre-échange signée par la Syrie et l'Iran qui prévoit l'établissement d'une zone de libre-échange entre les deux pays pour cinq ans renouvelable.

L'agence de presse iranienne (IRNA) a rapporté que la loi sur le libre-échange entre Téhéran et Damas a été ratifiée par le Conseil consultatif (la Choura) et le Conseil des gardiens de la Constitution.

27/01/2012

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=20&frid=20&eid=47549>

Politique intérieure & extérieure

Politique extérieure

Al Manar : L'Iran et la Russie suppriment le dollar de leurs échanges commerciaux.

L'ambassadeur iranien, à Moscou, a fait part de la suppression du dollar, dans les échanges commerciaux entre l'Iran et la Russie. Le Rial et le Rouble remplaceront désormais le dollar dans ces échanges, conformément à un accord conclu entre les deux parties, a déclaré Seyed Mahmoud-Reza Sajjadi.

Les actes de Téhéran sont avant tout une réponse aux nouvelles sanctions américaines imposées contre l'Iran.

Dans ce contexte M.Sajjadi explique: "Du point de vue de la Russie les sanctions contre la Banque centrale de l'Iran ne sont pas légitimes. Par sa démarche Moscou veut assurer que le problème avec le programme nucléaire iranien ne peut être résolu qu'à travers les négociations".

De son côté, l'expert russe Leonid Poliakov estime que ce n'est pas seulement la politique, mais aussi les intérêts économiques qui expliquent la démarche russe.

"L'apparition d'un acteur tel que l'Iran c'est une nouvelle motivation pour l'économie russe", déclare pour sa part l'expert russe Dmitri Alexandrov.

Rappelons que début janvier le président américain Barack Obama a promulgué une loi de financement du Pentagone qui renforce les sanctions contre le secteur financier de l'Iran. Les nouvelles mesures prévoient d'autoriser Obama à geler les avoirs de toute institution financière étrangère qui commercerait avec la Banque centrale iranienne dans le secteur du pétrole.

Reuters : l'Iran veut interdire la vente de brut à l'UE.

Le parlement iranien débattait dimanche en urgence d'un projet de loi visant à suspendre dès la semaine prochaine les exportations de pétrole à l'Europe, a annoncé vendredi un élu du Majlis à l'agence de presse Fars. *"Dimanche, le parlement devra approuver une loi de 'double urgence' prévoyant un arrêt des exportations de pétrole iranien à l'Europe à compter de la semaine prochaine"*, a déclaré Hossein Ibrahim, vice-président de la commission de sécurité nationale et de politique étrangère du parlement. L'Union européenne, deuxième client pétrolier de l'Iran derrière la Chine, a gelé lundi ses importations de pétrole iranien, se joignant aux États-Unis pour frapper au cœur de l'économie de la république islamique et sanctionner la poursuite par Téhéran d'activités nucléaires controversées. La décision de l'UE interdit tout nouveau contrat concernant l'importation, l'achat ou le transport de pétrole iranien mais les contrats déjà signés entre l'Iran et les pays membres pourront être honorés jusqu'au 1er juillet. Mais le parlement iranien s'efforce de priver l'Europe de ce délai de grâce destiné à permettre aux pays de l'UE les plus dépendants du pétrole iranien - Italie, Grèce, Espagne - de trouver d'autres sources d'approvisionnement. L'Union européenne a représenté 18% des exportations de brut iranien au premier semestre 2011, selon les chiffres de l'Administration américaine de l'Énergie (EIA). *"Si les exportations de pétrole vers l'Europe sont interrompues, les Européens seront sûrement pris par surprise. Ils mesureront la puissance de l'Iran et se rendront compte que les dirigeants de l'Iran ne se plieront pas aux politiques européennes"*, a déclaré Moayed Hosseini-Sadr, membre de la commission parlementaire sur l'Énergie.

Reuters,

27/01/2012

AFP : Le Parlement iranien envisage d'interdire la vente de pétrole à l'Europe.

Le Parlement iranien devrait examiner la semaine prochaine un projet de loi visant à interdire l'exportation de pétrole

vers l'Europe, en réponse à l'embargo décidé lundi par l'Union européenne contre Téhéran, selon plusieurs parlementaires.

La commission de l'Énergie du Parlement "met la dernière main à un projet pour stopper l'exportation de pétrole vers l'Europe", selon le porte-parole de cette commission, Emad Hosseini, cité jeudi par les médias.

Il a précisé que ce projet devrait être présenté dès dimanche au Majlis, qui décidera si et quand il l'inscrit à son ordre du jour. "Si ce projet est adopté, le gouvernement sera obligé de stopper la vente de pétrole aux Européens avant qu'ils n'appliquent leurs sanctions", a-t-il précisé.

"Le projet de loi vise à obliger le gouvernement à cesser de vendre du pétrole à l'Europe avant l'entrée en vigueur de l'embargo de l'UE", a confirmé un autre parlementaire, Hassan Ghafourifard, sur le site internet du Majlis.

Si la loi est votée, "les pays qui ont pris le pétrole iranien comme cible n'en recevront plus une goutte", a averti un autre député de la commission de l'Énergie, Nasser Soudani, cité par les médias.

Source: AFP

IRIB : [Coopération sécuritaire en l'Iran et la Russie.](#)

Les ministres iraniens de l'Intérieur et son homologue russe ont plaidé, pour un élargissement des coopérations sécuritaires, pour faire face aux défis existants. "Il s'agit de prévoir des incidents naturels et sécuritaires, qui pourraient se produire", ont affirmé les deux ministres. Mohammad Najjar, le ministre iranien de l'Intérieur, a tenu, par ailleurs, à remercier les experts russes des situations urgentes d'avoir apporté leur soutien à Téhéran. "L'Iran et la Russie, du fait de leur situation géographique, se trouvent confrontés à un trafic incessant de stupéfiants, un trafic qui leur coûte des centaines de vies et des milliers de dollars, chaque année". Le ministre russe a, de son côté, rendu hommage au modèle de coopération irano-russe, un modèle à suivre, pour tous les pays de la région.

IRIB

24/01/2012

Sur le terrain

[Coup de rétorsion.](#)

Téhéran prépare une loi qui prévoit la cessation immédiate de l'exportation du pétrole iranien en Union européenne avant l'introduction par l'UE de l'embargo pétrolier envers l'Iran.

Voici le commentaire de Vladimir Sazhine.

«Nous voyons que l'Iran n'a pas l'intention d'observer avec indifférence comment l'UE prépare tranquillement l'introduction de l'embargo pétrolier depuis le 1 juillet. L'Iran inflige un coup de rétorsion, ce coup peut secouer les économies de certains pays qui ne sont pas en bon état. Cela concerne avant tout la Grèce, l'Espagne et l'Italie, ils dépendent le plus de l'importation de l'Iran. La Grèce couvre grâce au pétrole iranien un tiers de ses besoins énergétiques intérieurs, l'Espagne 15%, l'Italie 12%. Il est peu probable que ces pays puissent se réorienter sur d'autres sources des hydrocarbures. Parce qu'un autre fournisseur signifie des nouvelles voies des livraisons, d'autres technologies du traitement. Tout cela entraîne des dépenses considérables».

L'Analyste Valery Nesterov en est d'accord.

«Si l'Iran réalise sa menace, l'Europe se trouvera dans une situation difficile. Elle devra se réorganiser rapidement. Cela provoquera une tension et une panique légère au marché pétrolier et peut aboutir à une hausse à court terme des prix du pétrole. D'autre part, cette hausse des prix ne va pas durer longtemps parce qu'il y a des possibilités de compenser la perte de l'exportation iranienne. Ce sont des réserves des pays qui font partie de l'Agence internationale de l'énergie. Au cours du premier mois plus de 50 millions de tonnes de ces réserves peuvent être retirés et livrés aux consommateurs européens. En tout cas, l'UE va affronter des difficultés considérables».

Il existe encore une opinion que les actions militaires envers l'Iran sont inévitables, cela veut dire qu'on pourra oublier les livraisons du pétrole depuis ce pays. En introduisant les sanctions l'UE cherche une source qui pourra remplacer ce fournisseur.

Même si cette version ne reste qu'une théorie du complot, l'Iran ne doit pas attendre une vie tranquille. Actuellement les concurrents de l'Iran vont tirer profit de toutes ces batailles. Avant tout ce sont des pays du Golf qui ont l'intention de compenser la part de l'Iran au marché énergétique mondial.

27/01/2012

<http://french.ruvr.ru/>

2) Politique des Usa

Dans les coulisses et au sénat

Almanar : [Les USA s'oppose à l'accord entre l'Iran et le Pakistan.](#)

Les Etats-Unis pourraient lancer des travaux de lobbysme pour convaincre le Pakistan de ne pas acheter du gaz naturel iranien.

Selon la presse nationale pakistanaise, la porte-parole du département d'Etat américain Victoria Nuland a organisé une conférence de presse et noté que Washington essaierait de convaincre Islamabad pour stopper l'accord sur le gaz naturel iranien et commencer des travaux de lobbysme à cette fin.

Victoria Nuland a fait savoir que l'objectif des Etats-Unis était d'empêcher le soutien financier au programme nucléaire de l'Iran.

La porte-parole du département d'Etat américain avait organisé une conférence de presse en début de mois, précisant que l'administration Obama s'opposait depuis le début à l'accord de gaz naturel entre l'Iran et le Pakistan.

"En dépit des préoccupations des Etats-Unis, nous n'allons pas autoriser l'apparition d'un problème sur l'accord de gazoduc avec l'Iran" avait dit ensuite le président pakistanais Asif Ali Zardari.

Un accord avait été conclu début 2010 entre le Pakistan et l'Iran pour la construction d'un gazoduc qui acheminera au Pakistan le gaz naturel du bassin Pars au sud de l'Iran.

Les pipelines devraient acheminer quotidiennement 22 millions de mètres cubes de gaz naturel pendant 25 ans, grâce au projet de gazoduc dont le cout de construction s'élève à 7,5 milliards de dollars et qui sera achevé en 2014.

Le gazoduc qui résoudra grandement le problème d'énergie au Pakistan, s'étendra ensuite jusqu'en Inde.

26/01/2012

“Le Figaro” : Washington s'inquiète des actions du Mossad en Iran.

nb Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

L'Administration Obama cache de moins en moins son exaspération et ses craintes face aux initiatives israéliennes.

L'assassinat, probablement par le Mossad, d'un cinquième scientifique iranien mardi dernier était celui de trop.

Les États-Unis font entendre de plus en plus ouvertement ces derniers jours leur exaspération à l'égard des services secrets israéliens. Ils craignent qu'ils ne les entraînent dans un conflit aux retombées catastrophiques avec l'Iran, en pleine année électorale.

Barack Obama a appelé Benyamin Nétanyahou le lendemain même de l'incident, officiellement pour garantir le «soutien indéfectible des États-Unis à la sécurité d'Israël», mais d'importants exercices antimissiles communs prévus au printemps ont été reportés, officiellement pour des raisons budgétaires.

L'Administration a aussi fait fuiter des révélations embarrassantes sur les tactiques du Mossad. Le magazine *Foreign Policy* affirme que des agents israéliens ont recruté des militants de l'organisation sunnite pakistanaise Jundallah en se faisant passer pour des membres de la CIA. Le stratagème découvert en 2007-2008 avait provoqué la colère de George Bush, mais aucune action de sa part. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Obama a réduit la coopération avec le Mossad avant d'en réinstaurer certains aspects.

Cette semaine, l'Administration américaine a condamné l'assassinat de Mostafa Roshan avec une force inhabituelle et nié toute complicité, alors que l'Iran dit avoir la preuve de celle-ci. Le *Wall Street Journal* fait état de la frustration de responsables des services de renseignement américains. **Les États-Unis, confient-ils anonymement, devraient consacrer plus de moyens à scruter les activités du Mossad alors que les intentions d'Israël ne sont pas toujours très claires.** La perception de l'imminence du danger que représente l'Iran n'est pas la même chez les deux alliés. À la Maison-Blanche, on doute encore que Téhéran veuille passer au stade de la construction d'une bombe ; l'assassinat du scientifique survenu deux mois à peine après une explosion mystérieuse ayant détruit une base de missiles, est considéré comme une provocation inutile, qui pourrait inciter Téhéran à accélérer son programme nucléaire.

Ligne rouge

La crainte est aussi qu'une attaque israélienne ne provoque des représailles de milices chiites pro-iraniennes contre l'ambassade des États-Unis à Bagdad, plus vulnérable depuis le départ des troupes américaines.

À Tel-Aviv, l'annonce de la production d'uranium enrichi par Téhéran la semaine dernière dans son nouveau site de Fordow est considérée comme une ligne rouge. Israël craint que Barack Obama ne soit pas à 100 % engagé de son côté, alors que les candidats républicains parlent sans complexe de bombardier l'Iran. Le chef d'état-major des armées, Martin Dempsey, se rendra cette semaine en Israël pour tenter de convaincre Nétanyahou de ne pas lancer d'attaque militaire contre le complexe nucléaire iranien. Les demandes répétées du secrétaire à la Défense, Leon Panetta, sont pour l'instant restées sans réponse.

15/01/2012

Le Figaro

3) Politique d'Israël

Irna : **[Le représentant d'Israël veut écarter l'attention sur leurs crimes.](#)**

Le chef de mission adjoint représentant l'Iran aux Nations Unies a évoqué les efforts du représentant d'Israël pour échapper aux questions posées sur les nombreux crimes de ce régime illégitime.

Es'haq Al-Habib lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, qui examinait la situation prévalant au Moyen-Orient, en particulier la question palestinienne a souligné mardi que les accusations contre l'Iran sont destinées à dévier l'attention sur la brutalité du régime sioniste contre les Palestiniens.

Le représentant du régime sioniste à l'ONU, Ron Prozor, au lieu de répondre aux questions posées sur les

nombreux crimes de ce régime dans les territoires occupés, a essayé de mettre en avant un certain nombre d'allégations infondées contre l'Iran.

Se référant aux efforts de l'Iran, principal pays à s'opposer à toutes sortes d'armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires, Es'haq Al-Habib a souligné que l'Iran en tant que membre du Traité de non-prolifération nucléaire a déclaré à plusieurs reprises que les armes nucléaires sont inhumaines et n'ont pas leur place dans la structure défensive de l'Iran.

Il a ajouté que les activités nucléaires de l'Iran se font sous la supervision de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) et que les inspecteurs de l'agence ont à plusieurs reprises visité les installations de l'Iran et que la semaine prochaine un autre groupe d'experts de l'AIEA doit se rendre en Iran.

Le diplomate iranien a exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à mettre à son agenda la question des arsenaux nucléaires illégaux du régime sioniste arguant que ce régime est la menace la plus grande et la plus dangereuse à l'encontre du monde entier riche d'histoire pleine de crimes de guerre, d'invasions et de crimes contre l'humanité.

26/01/2012

Irna

Préparation à la Guerre.

Israël, des «préparations majeures», en cours...

Le "printemps arabe" maltraite la paix avec l'Égypte, les Palestiniens refusent toujours de reconnaître l'existence d'Israël,

la Jordanie est dans une situation tendue (les Bédouins ne veulent plus des Palestiniens),

le Liban vit un calme précaire ...

Reste la Syrie et l'Iran.

Et c'est là que nos informations obtenues, de sources «extrêmement fiables» entrent en jeu. Selon des spécialistes et acteurs majeurs de la région, «plusieurs milliers de soldats américains sont en train d'arriver, discrètement, en Israël». Ils seraient «répartis, sur plusieurs bases, dans la région de Be'er Sheva et de Tel Aviv». Nos sources affirment par ailleurs, que «plus de 12.000 Marines américains sont en cours de déploiement, dans le golfe Persique. Des centaines de soldats seraient en train de sécuriser l'Arabie saoudite». Nos sources ajoutent qu'un «poste de commandement conjoint israélo-américain est en cours de mise en place, sur la base américaine de "Patch Barracks", à Stuttgart, en Allemagne». Une base bien connue des états-majors mondiaux, puisque c'est l'état-major des troupes américaines, en Europe. Une de nos sources ajoutera même que c'est «la première fois que des soldats israéliens sont basés en Allemagne».

Autre information venue d'une troisième source, elle aussi, extrêmement, fiable : «Des dizaines d'ingénieurs français et américains sont arrivés, en Israël, ces dernières semaines». Il semble que leur mission discrète prenne place, principalement, dans la base de lancement de missiles de Palmahim.

Selon nos informations, «ces ingénieurs ont été envoyés par les sociétés "Boeing", "Lockheed Martin Space Systems", "BAE Systems", "Dassault", "Caterpillar Inc"., "Thales" et "EADS"».

Source JssNew

<http://french.irib.ir/info/...>

4 Les organisations mondiales

AIEA (Onu)

[Des inspecteurs de l'AIEA en Iran fin janvier.](#)

Les inspecteurs de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) se rendront à Téhéran du 29 au 31 janvier, c'est ce qu'a annoncé le porte-parole du Parti libéral allemand (FDP), Rainer Stinner, jeudi, pour régler toutes les questions importantes au sujet du programme nucléaire pacifique iranien.

L'agence avait déjà indiqué que cette visite se tiendrait fin janvier mais elle confirme ainsi les dates annoncées le 17 janvier par le représentant de l'Iran auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh.

La mission sera dirigée par Herman Nackaerts, vice-directeur général de l'agence onusienne.

L'équipe de l'agence va en Iran dans un esprit constructif, et nous sommes confiants dans le fait que

l'Iran travaillera avec nous dans le même esprit, a déclaré le directeur général Yukiya Amano, cité dans un communiqué.

Irna

5 Les Voisins

Algerie

[L'Algérie ne changera pas son programme d'exportation de pétrole.](#)

L'Algérie n'a pas l'intention de faire de changement sur le volume de ses exportations d'hydrocarbures pour couvrir toute suspension des exportations de l'Iran, a déclaré jeudi le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi.

"Nous avons un programme en matière d'exportation de pétrole (. . .) qui ne sera pas modifié", a fait savoir M. Yousfi, en marge d'une séance de l'Assemblée populaire nationale (APN, chambre basse du Parlement).

M. Yousfi s'est exprimé ainsi en réponse à une question sur une éventuelle augmentation par l'Algérie de ses exportations pétrolières face à la menace de Téhéran de suspendre ses exportations de pétrole suite à l'embargo occidental.

"Nous n'avons pas évoqué, au sein de l'Opep, d'augmentation de la production", a fait remarquer le ministre, souhaitant que la crise secouant la zone euro n'aura pas une répercussion néfaste sur les prix du pétrole sur les marchés internationaux.

27/01/2012

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1201273295092407.htm>

Russie

La Russie va bloquer toute résolution de l'ONU autorisant une intervention étrangère.

Moscou est prêt à discuter d'une résolution de l'ONU sur la Syrie, mais est déterminé à bloquer toute sanction unilatérale ou l'intervention militaire contre la Syrie, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"Nous ne pouvons pas soutenir des propositions selon lesquelles des sanctions unilatérales contre la Syrie seraient imposées sans aucune consultation avec la Russie, la Chine et d'autres pays des BRIC", a déclaré M. Lavrov aux journalistes après une réunion avec le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu.

Dénonçant ces résolutions comme "injustes et "contre-productives", il a déclaré que la Russie était aussi prête à un dialogue avec ses partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Cette résolution reste sur la table et les consultations se poursuivent. Nous sommes ouverts à des propositions constructives visant à arrêter la violence", a souligné M. Lavrov.

Il a également réitéré la proposition de Moscou que les parties rivales de la Syrie tiennent des pourparlers, en Russie ou en tout autre endroit approprié pour toutes les parties syriennes.

"Si l'opposition ne veut pas se rendre à Damas, elle pourrait choisir le Caire, la Turquie ou la Russie", a souligné M. Lavrov.

"Il est important que nous tous encourageons les Syriens pour le dialogue et rompre avec les groupes armés", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a affirmé que "si la Syrie avait pris en compte les recommandations de ses amis comme la Turquie, la Russie, elle aurait été un pays modèle au Moyen-Orient" a-t-il affirmé.

"Si le peuple d'un pays a des revendications démocratiques, nous les soutiendrons (...) Mais nous nousingérons pas aux affaires intérieures de quiconque, nous ne tenterons pas d'influencer son peuple. Notre aspiration sera en vue de la réalisation de tous ces processus par les voies démocratique et pacifique" a-t-il ajouté .

Et de poursuivre : "Maintenant, nous réitérons de Moscou le même appel, une fois de plus, à l'administration syrienne pour la fin de la répression armée contre le peuple et l'amorce des réformes dans les plus brefs délais, de même que tous les groupes puisse bâtir la Syrie de demain dans la paix" Par ailleurs, le représentant permanent de Russie auprès des Nations unies, Vitali Tchourkine, a indiqué que l'ingérence dans les affaires du Moyen-Orient pour réaliser des intérêts tendancieux aurait de graves

répercussions, insistant sur la nécessité de laisser les peuples de cette région décider de leur avenir d'une façon indépendante.

Dans une allocution prononcée au Conseil de sécurité, M. Tchourkine a mis en garde les forces étrangères qui tentent de manipuler les pays moyen-orientaux par des tentatives visant à faire parvenir aux pouvoirs de groupes ethniques et religieux.

La Russie et l'Algérie ont affirmé leur disposition à contribuer à une solution de la crise en Syrie, fondée sur le dialogue entre les Syriens eux-mêmes.

Un communiqué du ministère russe des Affaires Etrangères indique que le représentant du président russe pour les affaires du Moyen Orient, vice-ministre des Affaires Etrangères, Mikhaïl Bogdanov, a examiné lors de sa rencontre aujourd'hui avec l'Ambassadeur d'Algérie à Moscou, la conjoncture au Moyen Orient et au Nord de l'Afrique notamment les développements en cours en Syrie.

Le communiqué souligne la disposition des deux pays à contribuer d'une façon efficace au règlement de la crise en Syrie à travers un dialogue national dans le pays.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=47569&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid>

6 Dans le monde

6-1 France

Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles

« *La France ne se taira pas devant le scandale syrien* » : c'est Nicolas Sarkozy qui l'a dit vendredi matin 20 janvier, à l'occasion de ce qui pourrait bien être ses ultimes vœux au corps diplomatique.

Ces dix derniers mois, en tout cas, il est certain que la France, par sa bouche et plus encore celle de son ministre des Affaires étrangères, n'est pas restée silencieuse sur le cas syrien. Et, hélas, la France – par la faute de ces deux hommes – a proféré beaucoup de contre-vérités, de mensonges, sans oublier les menaces et rodomontades. C'est bien simple, Sarkozy/Juppé *regnante*, notre pays a parlé d'une même voix avec les Etats-Unis.

La veille, Alain Juppé avait une nouvelle fois envoyé un coup de patte à la mission d'observation de la Ligue arabe, qui se déroule selon lui « *dans des conditions qui ne sont pas satisfaisantes* ». Pas satisfaisantes pour lui, ça ne fait guère de doute : nombre des quelque 165 observateurs arabes ont fait état de violences de partisans de l'opposition, d'autres ont dit que la situation dans telle ou telle ville était calme ou allait en s'arrangeant.

Le coût politique et humain d'un tropisme pro-américain

Cette guérilla de communiqués et de déclarations fielleuses est, il est vrai, la seule intervention qui reste permise au tandem Sarkozy/Juppé : le jour même de la présentation des vœux présidentiels, quatre nouveaux militaires français tombaient en Afghanistan – 16 autres étant blessés dans le même attentat. Et la première réaction du « chef » de l'Etat était d'évoquer un possible « *retrait anticipé* » de nos troupes, la deuxième consistant à suspendre « *toutes les opérations de formation et d'aide au combat* » à l'armée afghane. **Alors, dans ces conditions, une intervention militaire otanesque à participation française comme au « bon vieux temps » de la Libye...** D'ailleurs, Alain Juppé vient même de se prononcer contre l'idée – il est vrai délirante – de ses amis qataris de déployer une force arabe en Syrie, c'est dire si la jactance n'empêche pas la prudence !

Revenons sur cette tragédie franco-afghane : 82 militaires français ont été tués – et 500 blessés – à ce jour en Afghanistan parce que Chirac, puis Sarkozy ont voulu mériter l'amitié de l'Oncle Sam, que celui-ci ait les traits de George Bush Jr ou ceux de Barack Obama. En Afghanistan, Sarkozy a imité en toute chose Obama (pourtant, il est notoire que les deux hommes se méprisent mutuellement), augmentant (juillet 2010) les effectifs français après qu'Obama eût décidé d'envoyer 30 000 G.I.'s supplémentaires, et annonçant le retrait de 1 100 soldats quand son homologue américain a annoncé le départ de 33 000 soldats d'ici septembre 2012.

Et ce suivisme s'est retrouvé sur l'Iran, la Libye (où l'élève français a dépassé et précédé le maître yankee)... et la Syrie. Au point que des hommes de la DGSE se retrouvent en Turquie pour « aider » les gangs de l'ASL. « *Attention, président dangereux* » écrivions nous (le 1er septembre 2011) à propos de Nicolas Sarkozy. Dangereux parce qu'il pense et réagit américain. Ou pro-américain, avec ce que ça suppose de surenchère. Des analystes ont pu écrire que si cet homme avait été président en 2003, la France se serait retrouvée embarquée dans le désastre irakien. Et d'autres disent que Sarkozy aurait bien

aimé en découdre avec l'Iran. **Et bien sûr avec la Syrie, dans le collimateur des Américains et de leurs suiveurs parce que c'est un allié de l'Iran, LA cible géopolitique à abattre – en attendant la Russie et la Chine – pour les stratèges néo-conservateurs sévissant des deux côtés de l'Atlantique.** On n'en attendait pas moins de « Sarko l'Américain ». Mais quant au « gaulliste » Juppé...

Quoiqu'il en soit, ces menaces françaises interviennent sur fond de débâcle. Débâcle politique plus encore que militaire en Afghanistan qui ne devrait pas échapper longtemps à la *reconquista* des Talibans, en dépit des propos lénifiants des Juppé et autres Longuet. Débâcle électorale annoncée par les sondages et la plupart des analystes pour la présidentielle à venir – il y a fort à parier que Bachar al-Assad survivra politiquement à Nicolas Sarkozy.

Mais combien de militaires français tomberont-ils encore avant la fin de cette calamiteux et déshonorant quinquennat ?

Et combien de mensonges et de coup tordus contre la Syrie de la part de ce qui fut la diplomatie française ?

Louis Dénghien,
le 20 janvier 2012

Venezuela

IRIB : [Venezuela : manifestation, en soutien à l'Iran.](#)

Des centaines de Vénézuéliens ont manifesté, lundi, dans les rues de Caracas, en dénonçant les lâches assassinats des scientifiques iraniens et en apportant leur soutien à la lutte anti-impérialiste du peuple iranien. Ddes manifestants brandissaient des drapeaux iraniens et scandaient des slogans, en soutien au programme nucléaire pacifique de l'Iran.

IRIB

7 Les brèves

7-1 The Iranian oil embargo blowback

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Autre texte intéressant du même Pepe Escobar sur Asian Times (encore en anglais) : The Iranian oil embargo blowback [http://www.atimes.com/atimes/Middle East/NA28Ak05.html](http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/NA28Ak05.html)

«[...]Le commerce à travers l'Eurasie est en train de s'éloigner rapidement du dollar US. La "Asian Dollar Exclusion Zone" signifie également que l'Asie se désengage petit à petit des banques occidentales.

Le mouvement est peut être mené par la Chine - mais il est irréversiblement transnational.

Encore une fois, suivez l'argent. Deux membres des BRICS, la Chine et le Brésil, ont commencé à contourner le dollar US dans leurs échanges commerciaux en 2007. La Russie et la Chine ont fait de même en 2010. Le Japon et la Chine - les deux premiers géants asiatiques - ont fait de même le mois dernier.

La semaine dernière, l'Arabie Saoudite et la Chine ont déployé un projet d'une raffinerie de pétrole géant dans la Mer Rouge.

Et l'Inde, plus ou moins secrètement, a décidé de payer le pétrole iranien en or - même en contournant les intermédiaires actuels, une banque turque.

L'Asie veut un nouveau système international - et elle travaille pour cela.[...]

7-2 Irna : [L'Iran entame des poursuites contre la CIA, le Mossad, le MI6 ceci 'après l'assassinat des scientifiques iraniens'.](#)

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

19/01/2012

La commission spéciale des droits de l'Homme du parlement iranien, a accusé mardi la CIA, le Mossad et le MI6 de l'assassinat du chercheur iranien Mostafa Ahmadi-Roshan.

Le président de la commission, Zohreh Elahian, a déclaré que le MI6 britannique est impliqué dans

l'assassinat de Mostafa Ahmadi-Roshan citant le chef des services de renseignement britannique, John Roberts qui a déclaré que les opérations terroristes visaient à stopper le programme nucléaire iranien. Elle a déclaré que l'Iran se tournera vers la cour de justice internationale pour faire condamner le Royaume Uni et les États-Unis ajoutant que le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi a transmis des lettres au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon et auprès du Conseil de sécurité appelant à défendre les Etats contre des actes terroristes menées par les États-Unis, le Royaume-Uni et le régime israélien à l'encontre des scientifiques iraniens.

Elle a précisé que le président du parlement iranien, Ali Larijani, a également transmis une lettre au commissaire genevois des Nations Unies pour les droits de l'Homme appelant à enquête sur l'assassinat de scientifiques iraniens par la CIA, le MI6 et le Mossad.

Irna

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19